

Discours de Cheikh Fall, Président d'AfricTivistes à l'ouverture du Forum FIFAfrica 26, 27 septembre 2024 - Dakar, Sénégal



#FIFAfrica24 Partners

#InternetFreedomAfrica

Mesdames et messieurs,

chers camarades,

chers collègues,

chers partenaires,

chers invités en vos rangs et grades, tout protocole respecté,

Daleen ak Jamm fi ci Ndakaru!

Welcome to beautiful Dakar!

Bienvenue à Dakar la belle!

Bem venido à bela Dakar!

C'est avec un immense plaisir qu'avec toute l'équipe de AfricTivistes, je vous accueille au Sénégal, terre de la teranga pour cette première édition du Forum annuel sur la liberté d'Internet dans un pays d'Afrique francophone, le FIFAfrica24.

C'est un moment historique que d'accueillir FIFAfrica24 à Dakar, au Sénégal, surtout lorsque la lutte pour les droits numériques est plus importante que jamais.

C'est un honneur et un privilège de vous recevoir ici, au cœur d'un pays qui incarne l'espoir et l'aspiration à une démocratie plus stable dans notre région et sur le continent.

Aujourd'hui, nous sommes réunis pour un événement qui dépasse les simples discussions de panels et de tables rondes : nous choisissons d'avancer ensemble, de porter un regard critique sur l'univers cyberspace et de réfléchir à de nouvelles approches pour défendre les droits numériques en Afrique. Jamais dans l'histoire démocratique de l'Afrique, les partages des bonnes pratiques et des valeurs communes n'ont été aussi souhaités sur notre cher continent.

Le partenariat entre CIPESA et AfricTivistes est un jalon dans cette dynamique.

Occasions ratées du continent

Je n'ai cessé de le rappeler dans nos multiples interventions que notre continent a raté plusieurs fois la chance de bâtir une véritable politique de développement. Il est clair qu'aujourd'hui, la plus grande faiblesse de l'Afrique réside dans le fait que nous subissons les 3 précédentes révolutions industrielles qui ont façonné le monde. Nous avons été spectateurs en regardant les autres faire des progrès sur le plan technologique et sur les projets de société. Aujourd'hui, pour toutes ces raisons, nous dépendons de leurs technologies en bonne partie et nous nous inspirons de leurs projets de société notamment la manière dont les systèmes démocratiques sont bâtis.

Cette histoire du continent africain, marquée par des échecs dans l'unification et la souveraineté politique, se reflète aujourd'hui dans le domaine du numérique. De nombreux pays africains restent dépendant des technologies et des infrastructures contrôlées par des puissances étrangères. Cette nouvelle forme de dépendance numérique constitue une nouvelle menace à la souveraineté et au développement du continent.

Nos erreurs passées doivent nous servir de leçons pour oser le futur.

Près de 140 ans après le partage systématique de l'Afrique par les puissances coloniales, le continent affiche une toute nouvelle carte aux couleurs des superpuissances du numérique.

Nous dépendons de dons de matériel informatique pour nos administrations publiques. Nous subissons la fourniture du haut débit dans toutes nos villes. Dans d'autres zones, les populations courent toujours après la connexion en fibre optique.

Nous confions la construction et l'équipement de nos centres de données aux puissances étrangères.

En résumé, nous sommes en train de créer une nouvelle dépendance.

Opportunités de la transformation digitale pour le continent

Ceci ne veut pas dire que nous avons raté le virage de la transformation numérique. Tout au contraire !

Nous avons une chance de **porter** le changement, **d'impulser** les dynamiques politiques, **d'oser** l'innovation.

L'ingéniosité et l'engagement du cyberspace africain durant la pandémie de la Covid-19 en est un exemple. La jeunesse africaine, moteur de cette transformation, a pleinement embrassé le numérique comme outil de développement et d'innovation sociale.

Durant la pandémie de Covid-19, les technologies numériques ont prouvé leur efficacité, non seulement pour organiser des réponses adaptées à la crise sanitaire mais aussi pour maintenir le tissu social et économique. Ce dynamisme numérique témoigne de la résilience et du génie de la jeunesse africaine face aux défis globaux.

Sans Internet, le monde n'aurait pas pu s'organiser pour apporter des réponses articulées et adaptées. Sans Internet et les smartphones, l'Afrique aurait vécu l'année Covid-19 d'une toute autre manière.

Notre cher continent a traversé de nombreuses étapes et en a manqué plusieurs. Mais il ne peut se permettre de rater cette opportunité qu'est la révolution numérique.

Que propose l'Afrique sur la table des discussions sur la gouvernance d'Internet ? Quelle est la réponse de nos autorités politiques dans un monde où les principaux enjeux tournent autour de l'économie numérique, des droits et législations du cyberspace ou de la démocratie numérique participative ? Notre capacité collective à relever les défis du numérique est attendue et nous ne devons pas manquer à l'appel. D'où la pertinence d'un tel Forum pour impulser un réaménagement du territoire numérique africain s'appuyant sur des ressources, des infrastructures et des usages locaux.

Cela relève d'une approche participative, d'une démarche inclusive. Cela demande bien sûr de la collaboration, mais surtout une co-construction entre les 4 acteurs : les autorités politiques, les autorités de régulation, le secteur privé, la société civile et évidemment la composante la plus importante : **nous, les citoyens** usagers et consommateurs..

Il y a quelques mois, le Sénégal a démontré sa capacité à organiser des élections transparentes, malgré un parcours semé d'embûches. La jeunesse sénégalaise s'est levée, exigeant un avenir meilleur, symbole puissant de la résilience et de l'engagement de notre peuple.

Cependant, nous ne pouvons ignorer les défis qui persistent. Les restrictions sur l'accès à Internet, la désinformation et les discours de haine sont autant d'entraves à notre quête de liberté. L'année passée a été marquée par des coupures d'Internet, les censures de réseaux sociaux qui ont mis à mal le droit à l'information et à l'expression ainsi que les fondamentaux de la démocratie tout court. Ce tableau sombre marqué par des législations abusives ou restrictives ou par l'interprétation volontairement élastique des textes ainsi que par une volonté assumée d'asphyxier les espaces publics de libertés, montre qu'au-delà de cette formidable alchimie qu'est la transformation digitale, une réelle dissonance existe entre les aspirations des populations et la réalité politique.

Au moment où je prononce ces mots, AfricTivistes, en compagnie d'autres partenaires, a déposé une plainte contre l'État du Sénégal au niveau de la Cour de Justice de la CEDEAO en raison de ces coupures d'internet et de la censure. Ces mêmes violations des libertés numériques ont été documentées pour la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Togo, le Bénin, la Gambie et la Guinée pour qui aussi une plainte est en cours d'élaboration. Je ne citerai que cela pour notre contexte en Afrique de l'Ouest

francophone mais je sais que la situation n'est pas très différente dans les autres régions du continent (je pense à mes amis du Kenya, de l'Ouganda, du Zimbabwe, entre autres).

Bien sûr, ces atteintes aux libertés numériques sont transférées dans l'espace physique avec l'arrestation de militants et d'activistes en raison d'opinions partagées sur Internet.

Ces atteintes aux droits humains ne peuvent être tolérées étant donné qu'elles sont déjà condamnées par les législations tant au plan national que communautaire et violent les textes internationaux souvent ratifiés par ces mêmes Etats.

Défis du Forum

C'est ici que notre action collective prend tout son sens. Notre rôle en tant que citoyens, décideurs et acteurs de la société civile est d'imposer un changement et de garantir que la technologie soit au service de tous, et non l'inverse.

Durant ces deux jours de Forum, nous aurons l'occasion de réfléchir sur des thèmes :

- **renforcer** le réseau et la collaboration,
- **promouvoir** l'accès à l'information,
- **développer** des compétences pratiques et associer la recherche aux politiques publiques d'accès aux technologies numériques.

Ces trois piliers nous guideront dans nos efforts collectifs pour renforcer la démocratie numérique.

Mesdames et messieurs, chers participants,

Je vous invite donc à vous engager pleinement dans les échanges, à partager nos idées innovantes, à établir des alliances et à nourrir des conversations par nos différences.

Ensemble, faisons de FIFAfrica24 un catalyseur pour l'action et l'innovation afin de faire avancer nos droits numériques en Afrique.

Ensemble, construisons un avenir numérique plus inclusif et plus démocratique.

Je ne saurais terminer sans exprimer, au nom de AfricTivistes, toute notre gratitude à l'endroit du CIPESA pour nous avoir associés à cette importante initiative qu'est le FIFAfrica d'abord en tant qu'invité et, pour cette édition 2024, en tant que co-organisateur. J'en profite pour inviter Dr Wairagala Wakabi, Directeur exécutif de CIPESA à venir prononcer son mot d'ouverture.

Merci de votre présence et de votre engagement.

À toutes et à tous, je souhaite un FIFAfrica24 fructueux et inspirant.

Vive la démocratie numérique en Afrique !

Jerejef

Cheikh Fall



Président, AfricTivistes